

**Audience publique du 24 avril 2003**

=====

Recours formé par  
Monsieur ..., (F) ...  
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes  
en matière d'impôt sur le revenu

-----

**JUGEMENT**

Vu la requête, inscrite sous le numéro 15472 du rôle, déposée en date du 21 octobre 2002 au greffe du tribunal administratif par Maître Valérie DUPONG, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., demeurant à F-..., tendant à la réformation sinon à l'annulation d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 24 juillet 2002 refusant la déduction, au titre des dépenses spéciales, des cotisations d'épargne versées à la Caisse d'Epargne de Lorraine ;

Vu le mémoire en réponse déposé en date du 21 janvier 2003 au greffe du tribunal administratif par le délégué du gouvernement ;

Vu le mémoire en réplique déposé par le demandeur le 18 février 2003 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision directoriale litigieuse ;

Où le juge-rapporteur en son rapport, Maître Georges WEILAND, en remplacement de Maître Valérie DUPONG, et Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Marie KLEIN en leurs plaidoiries respectives.

-----

Faisant suite à une réclamation introduite le 14 février 2002 par Monsieur ... contre le bulletin de l'impôt sur le revenu des personnes physiques de l'année 2000, émis le 10 janvier 2002, le directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après dénommé le « directeur », par décision du 24 juillet 2002, rejeta ladite réclamation en retenant que des cotisations faites par le réclamant dans le cadre d'un plan d'épargne-logement par lui conclu auprès de la Caisse d'Epargne de Lorraine n'étaient pas déductibles au titre des dépenses

spéciales au sens de l'article 111, alinéa 1<sup>er</sup>, litt. c) de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, en abrégé « LIR ».

Ladite décision directoriale est plus particulièrement motivée comme suit :

*« Considérant qu'aux termes de l'art. 111. al. 1<sup>er</sup>, litt. c) LIR sont déductibles comme dépenses spéciales « les cotisations versées à des caisses d'épargne-logement agréées au Grand-Duché de Luxembourg ou dans un autre des Etats membres de l'Union Européenne en vertu d'un contrat d'épargne-logement » ;*

*Considérant, d'une part, que si la loi concernant l'impôt sur le revenu (LIR) a été modifiée en ce sens que sont également déductibles les primes versées à des caisses d'épargne-logement ayant leur siège dans un autre Etat membre de l'Union Européenne, il ne reste pas moins, d'autre part, que la déductibilité est toujours subordonnée à la condition que les dites cotisations soient versées précisément à des caisses d'épargne-logement agréées ;*

*Considérant que la loi entend donc favoriser expressément et spécialement les cotisations d'épargne-logement payées à une caisse spécifique d'épargne-logement, à l'exclusion de tout autre organisme de crédit, bancaire ou financier ;*

*qu'à ce titre il échet de rappeler en évidence que l'épargne-logement constitue un régime tout à fait particulier d'épargne destinée uniquement à la réalisation de projets de logement, ceci à un taux fixe d'intérêt dès le départ et indépendant des fluctuations sur le marché des capitaux, toutes autres opérations bancaires quelconques restant prohibées aux véritables caisses d'épargne-logement ;*

*qu'une caractéristique de ces caisses d'épargne-logement réside dans un fonctionnement à circuit fermé, qui implique de par sa construction, que tous les fonds épargnés par les participants sont accordés sans délais comme prêts à ceux de ses participants qui se trouvent en rang utile ;*

*que cette épargne-logement représente une épargne visant à obtenir, pour la réalisation de projets de logement, des prêts assortis d'intérêts à un taux indépendant des fluctuations d'intérêt sur le marché des capitaux ;*

*Considérant dès lors que par la conclusion d'un contrat d'épargne-logement, on devient membre d'une entité fermée d'épargnants poursuivant un seul et même objet, à dire acquérir par la prestation de l'épargne d'abord, en faveur de l'entité, le droit de contre-prestation ultérieure, consistant en l'octroi d'un prêt, au reste toujours assujéti aux conditions très particulières de l'épargne-logement, notamment au concours suffisant d'épargnants avant la possibilité d'une attribution ;*

*que les moyens d'octroi requièrent donc des fonds suffisants, à accumuler uniquement par les épargnants tant par leurs prestations d'épargne que par leurs remboursements ;*

*Considérant qu'il résulte des développements qui précèdent que ce régime hautement spécifique des caisses d'épargne-logement diffère totalement de celui des instituts bancaires et financiers usuels, de manière que ceux-ci ne sauraient invoquer pour leurs produits le bénéfice des dispositions afférentes à l'épargne-logement selon l'art. 111 LIR, ni même pour*

*des carnets d'épargne libellés « plans d'épargne-logement », car les modalités de ce type d'épargne ne sont point soumises aux conditions spécifiques, tant contraignantes que favorisantes, de l'épargne-logement telle que visée par la loi ;*

*Considérant que le réclamant a conclu un plan d'épargne-logement auprès de la Caisse d'Epargne de Lorraine, qui opère selon les modalités d'un établissement bancaire généraliste, fonctionnant partant ni spécifiquement ni uniquement aux conditions des caisses d'épargne-logement, ni en exclusion d'autres opérations bancaires ;*

*qu'il en découle que les cotisations d'épargne du réclamant ne sauraient donner lieu à une déduction comme dépenses spéciales en vertu de l'art. 111 LIR ;*

*Considérant finalement que l'égalité de traitement de tous les contribuables n'a lieu que dans les limites de la légalité ;*

*Considérant que pour le surplus, l'imposition est conforme à la loi et aux faits de la cause et n'est d'ailleurs pas contestée. (...) ».*

Par requête, déposée au greffe du tribunal administratif le 21 octobre 2002, Monsieur ... a introduit un recours en réformation sinon en annulation contre la susdite décision directoriale.

Le paragraphe 228 de la loi générale des impôts, ensemble l'article 8 de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ouvrant un recours au fond contre la décision directoriale critiquée, le tribunal est compétent pour connaître du recours en réformation introduit en ordre principal par le demandeur. - Il s'ensuit que le recours subsidiaire en annulation à l'encontre de la décision directoriale critiquée est par contre irrecevable. En effet, l'article 2 (1) de la loi précitée du 7 novembre 1996 dispose qu'un recours en annulation n'est recevable qu'à l'égard des décisions non susceptibles d'un autre recours d'après les lois et règlements, de sorte que l'existence d'une possibilité d'un recours en réformation contre une décision rend irrecevable l'exercice d'un recours en annulation contre la même décision.

Le recours en réformation est également recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de son recours, le demandeur reproche au directeur d'avoir fait une mauvaise interprétation de l'article 111, alinéa 1<sup>er</sup> LIR en exigeant que les cotisations doivent avoir été payées à une caisse spécifique d'épargne-logement, c'est-à-dire en refusant d'admettre la déduction de cotisations faites à un organisme de crédit, bancaire ou financier.

Dans ce contexte, il fait état de ce que d'autres dispositions légales, notamment en matière d'aide au logement, admettraient l'ouverture de comptes épargne-logement auprès des établissements bancaires agréées dans l'Union européenne (U.E.) et dans l'Espace économique européen, qu'en matière d'assurances, il n'y aurait pas de distinction entre les primes versées à une entreprise d'assurances agréée au Luxembourg et celles versées à un assureur ayant son siège social dans un autre Etat membre de l'U.E., que le législateur aurait prévu un critère fonctionnel, les cotisations devant être destinées à permettre l'accession à la propriété, et non pas un critère organique, de sorte que la nature de l'établissement financier

proposant l'épargne-logement serait indifférente et que le régime des instituts bancaires et financiers français ne différerait pas de celui des caisses d'épargne-logement.

Aux termes de l'article 111, alinéa 1<sup>er</sup>, litt. c) LIR, « *les cotisations versées à des caisses d'épargne-logement agréées au Grand-Duché de Luxembourg ou dans un autre des Etats membres de l'Union Européenne en vertu d'un contrat d'épargne-logement* » sont déductibles comme dépenses spéciales.

Force est de constater que la déductibilité susvisée est conditionnée par un versement de cotisations à des « *caisses d'épargne-logement* » et qu'il se dégage de l'emploi du terme spécifique de « *caisse d'épargne-logement* » que, contrairement à la thèse soutenue par le demandeur, le législateur luxembourgeois a indubitablement soumis la déductibilité non seulement à la condition d'une cause spécifique, à savoir des cotisations effectuées dans le cadre d'un contrat d'épargne-logement - destiné à favoriser l'accession à la propriété immobilière -, mais également à un critère organique, à savoir que le contrat soit passé avec une entité spécifique.

En d'autres mots, l'emploi du terme spécifique de « *caisse d'épargne-logement* » exclut des versements à des instituts financiers quelconques, même s'ils offrent un produit similaire à celui d'une caisse d'épargne-logement.

Or, en présence d'une disposition légale claire, il est oiseux d'analyser la motivation du législateur l'ayant conduit au choix opéré par rapport à des possibilités alternatives et les raisonnements et comparaisons avec d'autres domaines législatifs se révèlent manquer de pertinence.

Etant donné qu'il est encore constant en cause que la Caisse d'Epargne de Lorraine ne constitue pas une caisse d'épargne-logement agréée au Grand-Duché de Luxembourg ou dans un autre des Etats membres de l'Union Européenne, mais une entité opérant selon les modalités d'un établissement bancaire généraliste, il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que le directeur a fait des justes lecture et application de la disposition contenue à l'article 111, alinéa 1<sup>er</sup>, litt. c) LIR et que le recours dirigé à l'encontre de sa décision laisse d'être fondé et doit être rejeté.

## **PAR CES MOTIFS**

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant contradictoirement,

reçoit le recours en réformation en la forme,

le dit cependant non justifié, partant le rejette,

déclare le recours en annulation irrecevable,

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par:

M. Schockweiler, vice-président

M. Campill, premier juge

M. Spielmann, juge

et lu à l'audience publique du 24 avril 2003, par le vice-président, en présence de M. Legille, greffier.

Legille

Schockweiler